

La question kurde

« Les risques de provocations sont énormes et un attentat ou toute crise liée à la question kurde pourrait fragiliser la position du premier ministre turc, Erdogan ».

ENTRETIEN *avec Hamit Bozarslan par Jordi Bertran*

Il semblerait que la violence donne une chance à la politique, dans le conflit enkysté entre la Turquie et sa population kurde. Après 30 ans de lutte qui a causé la mort de plus de 35 000 personnes, Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a négocié un accord de cessez-le-feu avec des représentants du gouvernement turc dans la prison d'Imrali, où il est incarcéré depuis 1999. En échange du retrait du territoire turc de la guérilla du PKK, il est attendu qu'Ankara élargisse les droits politiques, les compétences et l'autonomie des Kurdes, mais aussi un assouplissement de la loi antiterroriste. L'annonce de l'accord a été accueillie comme une chance historique pour des centaines de milliers de personnes réunies à Diyarbakir, la principale ville du Kurdistan turc, le 21 mars, à l'occasion des célébrations du nouvel an kurde. Cependant, il règne une certaine incertitude, en Turquie, sur le déroulement de ce processus et sur les principales mesures que prendra le tout-puissant Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, principal artisan du côté turc de ce changement politique concernant la question kurde.

Pour analyser la portée de l'accord et le rôle de la communauté kurde au Proche-Orient secoué par le conflit syrien, AFKAR/IDEES s'est entretenu avec Hamit Bozarslan, docteur en Histoire et en Sciences politiques, directeur du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques, appartenant à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

de Paris. L'historien vient de publier *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours* (Tallandier, 2013).

AFKAR/IDEES : *Pourquoi en est-on arrivé à un accord, précisément à ce moment ?*

HAMIT BOZARSLAN : Il y a deux facteurs internes. D'abord, la Turquie menait en 2010 et 2011, une politique extrêmement répressive à l'encontre du mouvement kurde, mais comme elle ne s'est pas soldée par une victoire militaire, il était évident qu'il fallait ouvrir une autre voie. Et justement au présent, comme l'armée n'a plus la même influence qu'autrefois et que l'opposition au gouvernement est faible, Erdogan s'est rendu compte qu'il disposait d'une certaine marge d'action et a donc entamé ce processus, qui semblerait indiquer une certaine reconnaissance de la réalité kurde. Cependant, en ligne avec sa politique de redéfinition de la Turquie, il demande en échange, aux Kurdes, de s'intégrer et de servir à la nation turque et musulmane.

Le second facteur est le dynamisme actuel du mouvement kurde, qui est très actif et pluriel. Solidement implantée au Kurdistan, la lutte armée est donc un élément de plus dans l'espace kurde. Bien qu'il maintienne sa capacité militaire, le PKK n'a plus d'influence sur la situation, qui est maintenant gérée au travers de l'activité politique. En fait, la question kurde s'inscrit aujourd'hui au cœur de la vie politique en Turquie.

A/1 : *Quel poids a exercé l'instabilité du Proche-Orient sur la décision d'ouvrir ce processus ?*

H.B. : Dans le conflit syrien il y a 30 000 combattants kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), proche du PKK mais sans lien organique, qui dominent une partie du territoire syrien. Par ailleurs, le PKK maintient ses bases au Kurdistan irakien. Donc, étant donné que la situation régionale est aussi compliquée, le PKK n'a pas voulu jouer la carte militaire qu'il pourrait utiliser, pour trouver un autre type de solutions et de négociations.

A/1 : *Pour parvenir à cet accord, la Turquie aurait offert des réformes constitutionnelles et un nouveau contrat social destiné à redéfinir le concept de citoyenneté, pour intégrer les Kurdes. A quoi s'est concrètement engagée la Turquie ?*

H.B. : On ne le sait pas. Pour l'instant, le gouvernement ne s'est engagé à rien et nous ne savons pas quelles sont ses intentions. On a parlé de réforme constitutionnelle, mais il existe de nombreux obstacles internes. Erdogan en est même arrivé à dire qu'il n'était pas sûr que la Constitution soit modifiée. De même, tout indique qu'il se produira, peut-être, une redéfinition du concept de citoyenneté dans le sens où tous les citoyens ne seront pas considérés uniquement comme des turcs. Cependant, l'État, lui, sera défini comme un État turc. De ce point

On en sait peu sur les intentions du gouvernement turc : la situation semble être bloquée

de vue-là, il ne semble pas qu'il y ait beaucoup de changements.

A/I : *Une entité territoriale autonome serait-elle possible pour les Kurdes, en Turquie ?*

H.B. : La Turquie pourrait offrir une décentralisation, en donnant une certaine autonomie à chacune des régions du pays. Mais il ne s'agirait pas d'une politique s'adressant uniquement aux Kurdes, bien qu'elle puisse favoriser leur classe politique. En tout état de cause, on sait très peu de choses sur les intentions du gouvernement turc et la situation semble maintenant être bloquée. La marge restreinte d'action d' Erdogan est très mince et lui-même n'a réellement pas d'idée précise quant à la manière d'avancer.

A/I : *Qui s'oppose à l'actuel processus et pourrait le faire chanceler ?*

H.B. : Les ennemis sont dans le camp politique nationaliste turc et dans une partie de l'AKP, le parti du Premier ministre. De plus, d'après divers sondages, une grande partie de l'Anatolie se montre hostile au processus. Il existe d'énormes tensions en Turquie et bien qu' Erdogan n'ait pas de contre-pouvoir solide et que l'armée reste en silence, la société nationaliste turque est très dynamique et, tant au sein de l'armée que de l'AKP, l'opposition au processus n'est toujours pas évincée. Donc, les risques de provocations sont énormes et un attentat ou toute crise liée à la question kurde pourrait fragiliser la position du Premier ministre turc. Du côté kurde, les risques sont moindres, parce qu'il ne s'agit pas de la démilitarisation du PKK, mais seu-



Hamit Bozarslan au cours d'une conférence au Centre d'Accueil de la Presse étrangère./CAPE

lement de son retrait, qui doit durer jusqu'en novembre. Et puis, la vie politique kurde est beaucoup plus solide : l'adhésion de plusieurs générations totalement engagées est massive et la vie communautaire et intellectuelle est très dynamique. Le camp kurde est beaucoup plus solide et bénéficie de plus de soutien populaire que le camp turc, quoi qu'il advienne.

A/I : *Quelle répercussion a le nouveau scénario turc sur les communautés kurdes en Syrie, en Irak et en Iran ?*

H.B. : Il n'y a pas d'impact direct. Il est évident que Damas et Bagdad ne se réjouissent pas des conversations entre le PKK et le gouvernement turc, mais il n'existe plus de coalition avec la Turquie, l'Irak et la Syrie contre le PKK, comme il y a 10 ans. En Syrie, Damas ne contrôle plus tout le territoire et son retrait entre juillet et août 2012 de l'espace kurde a été très significatif. La situation est dramatique au Kurdistan iranien, mais il y a en même temps une radicalisation silencieuse qui se traduit par exemple par le boycott des élections. Bien qu'il n'ait pas de struc-

7 La lecture du conflit syrien est de plus en plus confessionnelle, ce qui aggrave les tensions

ture politique, le mouvement kurde est en phase d'expansion et serait immédiatement visible, si demain surgissait une crise du gouvernement, en Iran. De son côté, le Kurdistan irakien négocie avec la Turquie en matière de pétrole, dans un exercice d'équilibrisme entre les deux pays.

A/I : *En fait, la Turquie a conclu un partenariat énergétique avec le Kurdistan irakien sur l'exploitation de ses ressources naturelles, ce qui n'a pas du tout plu à Bagdad. La question énergétique semble avoir eu une influence sur la décision de trouver une solution à la question kurde, en Turquie.*

H.B. : Vous avez tout à fait raison. Il est également prévu de signer un second accord énergétique. À partir de 2008, le Kurdistan irakien représente, pour la Turquie, un contre-pouvoir à Bagdad et, surtout, un espace d'ouverture économique. Le transport commercial transfrontalier représente à lui seul, quatre milliards d'euros, ce qui est un chiffre énorme. La Turquie importe uniquement du pétrole de l'Iran et de la Russie et dans les deux cas, les relations ne sont pas bonnes. Donc, le potentiel énergétique du Kurdistan irakien apparaît comme une solution stratégique, pour diversifier ses importations énergétiques.

A/I : *Cette émergence économique renforce-t-elle l'indépendantisme kurde en Irak ?*

H.B. : Non, je ne crois pas qu'ils pensent que le moment est venu de déclarer leur indépendance, tout au moins à court terme. Nous verrons bien d'ici deux ou trois ans, mais pour

le moment, la stratégie kurde est engagée dans un exercice d'équilibres régionaux. Donc, pour l'heure, l'indépendance voudrait dire qu'ils ne peuvent pas rentrer dans ce type de jeu. Au Proche-Orient, l'horizon est très bloqué, surtout à partir de 2013. Il est impossible de déterminer comment va évoluer l'Irak, l'espace kurde ou le Liban, qui se trouvent dans une situation extrêmement difficile.

A/I : *La proximité du conflit syrien et l'attentat à Reyhanli, qui a fait 40 morts dans cette ville frontalière de la Syrie et qui aurait été perpétré par des agents proches du régime de Damas, peuvent-ils attiser les tensions entre les communautés religieuses en Turquie ?*

H.B. : Oui, parce que le gouvernement turc provoque des tensions dans le pays en confessionnalisant le conflit syrien. En fait, la lecture très confessionnelle de la Turquie contrarie la communauté des Alévis, la communauté alaouite la plus nombreuse. Il s'agit de 15 millions de personnes, marginalisées et réprimées entre 1970 et 1990 qui, en général, ont une sensibilité politique de gauche et qui ne sympathisent pas du tout avec le régime de Damas. Cependant, Al Assad est largement soutenu par l'autre communauté alaouite en Turquie, les Nusayrîs, qui s'est intégrée par la force dans le pays entre 1938 et 1939 et qui est composée de 500 000 personnes environ.

A/I : *En deux ans, Erdogan a changé de position sur le régime d'Al Assad. Il est partisan de fournir des armes à l'opposition, d'ouvrir des couloirs humanitaires, mais il doit aussi gérer les*

320 000 réfugiés syriens sur le territoire turc. La Turquie s'impliquera-t-elle directement dans la Syrie ?

H.B. : La Turquie ne peut pas agir toute seule ; elle aurait besoin que les USA et l'UE s'engagent plus directement. Par ailleurs, une partie des armes que la Turquie fournit aux rebelles provient du Qatar et d'Arabie saoudite et termine aux mains de Jabhat al Nosra, ce que les Américains et les Européens ne voient pas d'un bon œil. Nous nous dirigeons vers une situation intenable et, ce qui est plus inquiétant, c'est que la lecture du conflit est de plus en plus confessionnelle, contrairement à l'esprit des premières manifestations en Syrie, qui s'inspiraient des révoltes de la Tunisie et de l'Égypte. La confessionnalisation du conflit syrien et, en général, de la carte politique du Proche-Orient, se traduit par des tensions croissantes et par un renforcement de la violence.

A/I : *Quel rôle peuvent jouer à l'avenir les Kurdes de Syrie qui représentent 10 % de la population du pays ?*

H.B. : Ils ne vont pas jouer un grand rôle parce qu'en réalité, ils ont autant peur du gouvernement syrien que de l'opposition. Ils pensent qu'elle est en train de s'islamiser et que le conflit devient un conflit plus arabe que syrien. Contrairement à l'année 2011, alors qu'ils participaient aux manifestations pacifiques contre le régime, ils souhaitent maintenant rester en marge du conflit. Ils se placent dans une perspective d'attente et ne veulent pas courir de risques. Ils ont une région autonome de facto et cela fait déjà 10 mois qu'ils gèrent leur territoire. ■